

Attirer les investisseurs

Pour faire reculer sensiblement la pauvreté, l'Afrique subsaharienne doit attirer plus de capitaux étrangers

Calvin McDonald, Volker Treichel et Hans Weisfeld

PRÈS DE 750 MILLIONS de personnes vivent en Afrique subsaharienne; elles sont parmi les plus pauvres de la planète. Pour stimuler la croissance économique qui créerait des emplois, élèverait le niveau de vie et accélérerait le développement, cette région doit attirer plus de capitaux étrangers. Elle augmentera ainsi les importations de technologie et les transferts de savoir-faire, une stratégie dont les effets positifs sur la productivité ont été démontrés dans beaucoup de pays.

Nombre d'entre eux ont attiré les investissements en modifiant leurs politiques budgétaire et monétaire pour instaurer un climat économique plus stable. Ils ont réformé leurs marchés et offert plus de garanties juridiques aux investisseurs. Pourtant, ces derniers sont encore rebutés par la corruption, l'insuffisance des infrastructures, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et par une gouvernance en général laxiste.

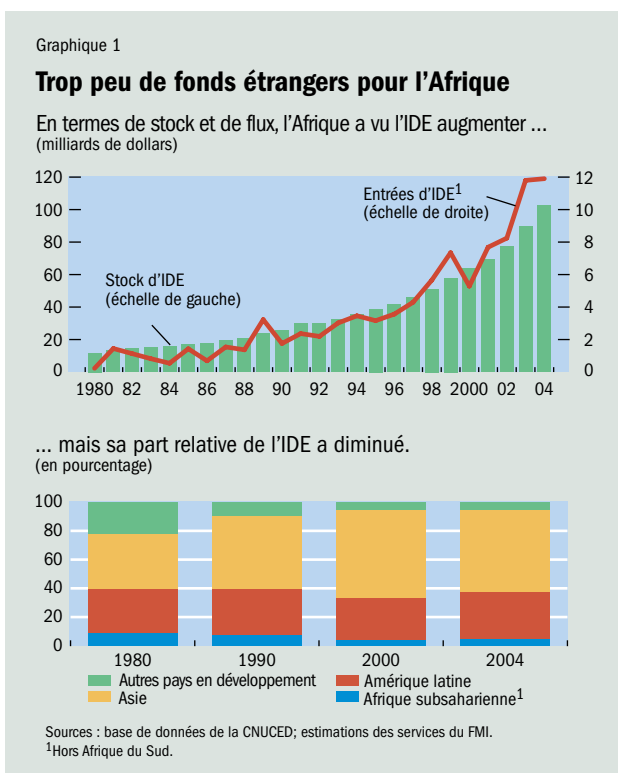
Un retard considérable

Au cours de ces 25 dernières années, l'investissement direct étranger (IDE) a nettement augmenté dans les pays d'Afrique subsaharienne : de 11,8 milliards de dollars en 1980, il a at-

teint 25,6 milliards en 1990 et plus de 101 milliards en 2004 (graphique 1, partie supérieure). Le stock d'IDE est en outre passé de 10,2 % du PIB en 1980 à 29,4 % en 2004. Enfin, une nouvelle source de financement est apparue, alimentée par une poignée d'investisseurs souhaitant acquérir des titres de dette émis par les États de la région.

Mais l'Afrique subsaharienne n'a pas réussi aussi bien que le reste du monde en développement à attirer les investissements. Dans le groupe des pays en développement, on a assisté à une forte augmentation des flux et des stocks d'IDE. Ils ont été multipliés par 16 entre 1980 et 2004, avec une progression significative en Asie et marginale en Amérique latine (voir tableau). Mais la part de l'Afrique subsaharienne dans les flux totaux d'IDE n'a cessé de diminuer depuis 1980. Descendue à 1 %, la moitié de son niveau d'alors (graphique 1, partie supérieure), elle est inférieure à celle des autres pays à faible revenu, en particulier en Asie, qui ont engagé de vastes réformes structurelles. Cette analyse exclut l'Afrique du Sud, grand pays à revenu intermédiaire qui, par ses caractéristiques, diffère des petits pays pauvres composant l'essentiel du reste de l'Afrique subsaharienne.

De surcroît, l'essentiel de l'IDE entré en Afrique subsaharienne a bénéficié au secteur primaire, surtout à l'exploitation des ressources minérales et pétrolières. Les 24 pays de la région répertoriés par la Banque mondiale comme dépendants de ces ressources ont absorbé en moyenne près des trois quarts des flux d'IDE annuels depuis 20 ans. Avec la découverte de nouveaux gisements au Tchad et en Guinée équatoriale, les 10 premiers destinataires d'IDE de la région en 2004 étaient des pays disposant d'importantes richesses minérales et pétrolières. De 1980 à 2004, le stock d'IDE dans les pays subsahariens exportateurs de pétrole est passé de 4,6 % à 46 % de leur PIB (graphique 2).



Le pouvoir d'attraction de l'Asie

L'IDE est en hausse, surtout dans les pays en développement d'Asie.

	1980	1990	2000	2004
	(milliards de dollars)			
Total des pays en développement	132,0	364,1	1.739,7	2.232,9
Afrique	40,1	59,4	151,2	219,3
Afrique subsaharienne ¹	11,8	25,6	63,6	101,8
Amérique latine	39,8	118,1	519,8	730,6
Europe en développement	...	0,1	69,9	199,5
Asie	50,9	183,8	1.064,1	1.278,6
Total des pays développés	398,2	1.404,5	4.046,3	6.669,3
Total mondial	530,2	1.768,6	5.786,0	8.902,2

Source : base de données de la CNUCED.

¹Hors Afrique du Sud.

²Données non disponibles.



Employées d'un laboratoire pharmaceutique gabonais.

Dans le secteur secondaire (qui englobe aussi la construction), les investissements ont majoritairement concerné l'industrie manufacturière. Dans le tertiaire (qui comprend le tourisme), ce sont les services qui en ont le plus bénéficié. En pourcentage du PIB, le premier pays destinataire a été le Lesotho, dont le secteur de l'habillement a reçu des apports significatifs. Le stock d'IDE des pays importateurs de pétrole est passé d'environ 7,4 % de leur PIB en 1980 à 24,9 % en 2004. Pour l'IDE, l'Afrique subsaharienne a toujours dépendu d'un petit nombre de pays. Entre 1980 et 2000, la France, les États-Unis et le Royaume-Uni ont été à l'origine de près de 70 % des flux.

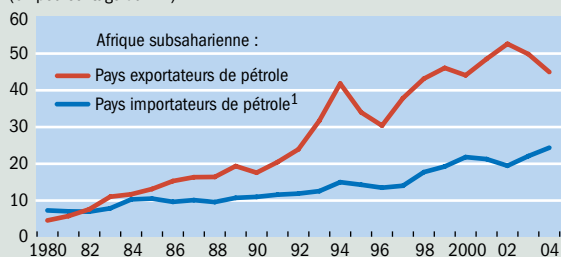
Selon une enquête de l'ONUDI auprès de 1.200 investisseurs (2006), l'Afrique subsaharienne voit affluer des investissements d'un nouveau type depuis 1990. Dopant de manière significative l'emploi et les exportations, ils proviennent de pays développés ou d'Asie du Sud et de l'Est. Si les investis-

Graphique 2

Des flux inégaux

L'IDE a progressé moins vite dans les pays importateurs de pétrole que dans les pays exportateurs.

(en pourcentage du PIB)



Sources : base de données de la CNUCED ; estimations des services du FMI.

¹Hors Afrique du Sud.

seurs asiatiques ont privilégié les segments à forte intensité de main-d'œuvre de l'industrie manufacturière (notamment la confection), ceux des pays développés ont mis sur diverses activités à forte valeur ajoutée (chimie, agroalimentaire, intermédiation financière, etc.). Ces deux groupes d'investisseurs sont axés sur les exportations et escomptent une progression rapide des ventes comme des exportations. Particulièrement satisfaits de leurs précédents investissements, ils anticipent des opérations intéressantes au Burkina Faso, au Ghana, à Madagascar, au Mozambique, en Ouganda et en Tanzanie.

Favoriser l'investissement pour aider l'emploi

Quel effet économique a eu l'accroissement de l'IDE en direction de l'Afrique subsaharienne? Jusqu'à présent, il semblerait qu'il ait fortement stimulé la croissance, mais n'a eu qu'un effet limité sur l'emploi et le revenu par habitant. Attirer plus d'IDE et le faire converger vers des secteurs capables de créer de nombreux emplois améliorera encore la croissance de trois manières. D'abord, en plus de drainer des capitaux dont la région a fortement besoin,

l'IDE peut stimuler l'investissement intérieur, promouvoir les transferts de technologie et ouvrir l'accès au marché. Ensuite, comme les flux actuels d'APD ne permettent pas d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, l'IDE pourrait constituer un complément important, d'autant que le niveau des revenus et de l'épargne intérieure est faible dans la région. Enfin, les flux d'IDE ne créent pas de dette.

Pour toutes ces raisons, de nombreux pays ont engagé des réformes favorables aux entreprises du secteur public (Pigato, 2001). Exemples :

- **Stabilisation macroéconomique.** La prudence monétaire et budgétaire a permis des progrès considérables sur la voie de la stabilité macroéconomique. De presque 15 % en moyenne (hors Zimbabwe), l'inflation est revenue à 8 % en 2005. De 5,5 % du PIB entre 1980 et 1985, le déficit budgétaire est tombé à 1,3 % sur la période 2000-05.

- **Réformes structurelles amplifiant la réaction de l'offre.** Dans de nombreux pays subsahariens, les réformes structurelles de marché (privatisations, instauration d'une réglementation plus favorable à l'investissement, etc.) avancent. Les restrictions concernant les transactions courantes, par exemple, ont quasiment disparu et les régimes de change fondés sur le marché se sont généralisés. De plus, les droits de douane ont été abaissés et simplifiés.

- **Meilleure protection des investisseurs.** La plupart des pays de la région ont signé des traités bilatéraux et multilatéraux réglant des aspects essentiels pour les investisseurs étrangers : libéralisation des conditions d'entrée, suppression des pratiques discriminatoires et rationalisation et harmonisation des régimes d'incitation.

Malgré tout, les flux d'IDE vers l'Afrique subsaharienne restent limités, car le climat des affaires y est assez défavorable, caractérisé par la médiocrité des infrastructures, la corruption, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée et les dysfonctionnements

de l'administration fiscale et douanière. De surcroît, l'étude de la Banque mondiale sur la pratique des affaires (*Doing Business*) insiste sur les coûts des procédures administratives injustifiées. Malgré les initiatives de ces dernières années pour améliorer le dialogue entre pouvoirs publics et entreprises, il est essentiel que l'État, au plus haut niveau, soit déterminé à y donner suite, notamment en mobilisant les moyens financiers requis par les projets d'infrastructures prioritaires et en luttant concrètement contre la corruption.

Une nouvelle source de financement

La bonne nouvelle est que certains investisseurs manifestent un intérêt accru pour la dette publique des pays d'Afrique subsaharienne, surtout le Botswana, le Cameroun, le Ghana, le Kenya, le Malawi, le Nigéria et la Zambie. Pourquoi? Premièrement, dans une conjoncture mondiale caractérisée par d'abondantes liquidités et le niveau historiquement bas des écarts de taux entre les obligations souveraines des économies émergentes et celles des pays industrialisés, les investisseurs en quête de rendements ont élargi leur rayon de prospection. Deuxièmement, la prime de risque sur certains emprunts souverains a diminué. De nombreux États subsahariens font mieux face à leur dette grâce à des résultats macroéconomiques plus satisfaisants, mais aussi aux allègements consentis au titre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale, et à l'annulation de leur dette par le Club de Paris. Certains, à savoir le Cameroun, le Ghana, le Nigéria et la Zambie, ont bénéficié d'un relèvement de leur note souveraine. Troisièmement, il n'est pas exclu que la hausse des prix des produits de base se traduise par une appréciation de la monnaie des pays exportateurs.

Les gouvernements subsahariens voient généralement dans les investissements de portefeuille étrangers un signe de confiance dans leur gestion économique. Les apports étrangers contribuent en outre à diminuer les coûts d'emprunt en pesant sur les taux d'intérêt intérieurs et rendent le marché plus efficient en élargissant la demande de titres de la dette publique et en augmentant la liquidité. Certains gouvernants espèrent que les souscriptions étrangères d'obligations souveraines attireront l'attention d'autres investisseurs sur leur pays et amélioreront sa réputation, ce qui finira par stimuler l'IDE qui fait tant défaut.

Toutefois, la démarche n'est pas sans risques. La volatilité des entrées de capitaux privés peut compliquer la gestion des changes et la politique monétaire. Les marchés financiers subsahariens sont relativement modestes par rapport aux flux de liquidités mondiaux. L'expérience d'autres pays en développement et d'économies émergentes montre que les afflux peuvent se tarir rapidement, entraînant de brusques variations des taux de change et d'intérêt.

C'est pourquoi de nombreux pays limitent les investissements de portefeuille étrangers, même si l'efficacité de ce type de restrictions est très incertaine. Au Nigéria, les étrangers ne peuvent pas acheter d'obligations à moins d'un an. Au Ghana, ils doivent ouvrir un compte en monnaie locale. Au Malawi, il leur faut l'accord de la banque centrale pour souscrire des obligations ou rapatrier les intérêts. Au Botswana, ils ne peuvent pas détenir d'effets de la banque centrale.

De plus, l'appréciation monétaire induite par les entrées de capitaux peut réduire la compétitivité extérieure; c'est ce qu'on

appelle le mal hollandais. Dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, les secteurs d'exportation subissent déjà les effets de l'appréciation monétaire liée aux flambées des prix des produits de base (pétrole, métaux, etc.).

Trouver un bon compromis

En Afrique subsaharienne, le principal défi des responsables de la politique économique chargés de gérer les entrées de capitaux est d'en tirer parti en minimisant les risques connexes. Cela implique des efforts particuliers à plusieurs niveaux.

- **Renforcer l'action macroéconomique.** Les politiques macroéconomiques destinées à pérenniser les progrès accomplis en termes de stabilité et, notamment, à instaurer une politique budgétaire viable seront décisives pour limiter la fragilité que pourraient induire les afflux de capitaux sur les marchés de la dette intérieure.

- **Perfectionner les mécanismes de suivi des mouvements de capitaux et des remboursements.** Actuellement, certains pays ne disposent pas de toutes les informations nécessaires sur les flux de capitaux. Il leur faut agir sans délai pour recueillir des données plus complètes et élaborer de véritables stratégies de gestion des investissements étrangers.

- **Renforcer le contrôle du secteur financier** pour qu'il résiste aux fluctuations des taux de change et d'intérêt. Les autorités de régulation doivent viser le bilan des institutions financières, notamment leur exposition aux risques de change.

- **Développer les marchés de la dette intérieure.** Dans les pays d'Afrique subsaharienne, la dette publique est essentiellement à court terme en raison d'une faible demande intérieure de titres à plus long terme. L'appétit accru des investisseurs étrangers pour ces titres-là fournit l'occasion de réduire les risques de refinancement de la dette publique et de stimuler l'activité du marché secondaire.

- **Utiliser au mieux les capitaux empruntés.** Les produits des investissements étrangers doivent bénéficier en priorité aux secteurs social et productif. Il faut, en particulier, prévoir les infrastructures qui éviteront des goulets d'étranglement dans les secteurs d'exportation, dont la compétitivité peut déjà être diminuée par l'appréciation de la monnaie liée aux entrées de capitaux.

Si de telles mesures sont prises, les investissements de portefeuille pourraient accroître l'efficacité du marché et développer l'intermédiation financière sans compromettre la solidité du secteur financier. ■

Calvin McDonald, Volker Treichel et Hans Weisfeld sont respectivement conseiller, économiste principal et économiste au Département Afrique du FMI.

Bibliographie :

Lumbila, Kevin, 2005, "What Makes FDI Work? A Panel Analysis of the Growth Effect of FDI in Africa," *Africa Region Working Paper No. 80* (Washington: World Bank).

Pigato, Miria, 2001, "The Foreign Direct Investment Environment in SSA," *Africa Region Working Paper No. 15* (Washington: World Bank).

United Nations Industrial Development Organization, 2006, *Africa Foreign Investor Survey 2005: Understanding the Contributions of Different Investor Categories to Development. Implications for Targeting Strategies* (Vienna).